



HAL
open science

Du droit à la paix. La circulation des techniques internationales de pacification par le bas

Sandrine Lefranc

► **To cite this version:**

Sandrine Lefranc. Du droit à la paix. La circulation des techniques internationales de pacification par le bas. Actes de la Recherche en Sciences Sociales, 2008, 174, pp.4-13. halshs-00650617

HAL Id: halshs-00650617

<https://shs.hal.science/halshs-00650617>

Submitted on 12 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du droit à la paix

La circulation des techniques internationales de pacification par le bas

Sandrine Lefranc

« Ideas have legs¹ »...

Appliquer ou non le droit, sous la forme d'une sanction pénale, aux responsables et agents de la violence politique au lendemain d'une guerre civile ou d'une répression massive, telle est la question normative qui organise dans une certaine mesure le débat scientifique sur les politiques de « sortie » de la violence et de « construction de la paix ». Une littérature experte, portée notamment par l'International Center for Transitional Justice (ICTJ) et ses relais universitaires, domine ce débat, lui imposant ses catégories comme la « justice transitionnelle », le principe d'une recherche appliquée, mais aussi l'ambivalence de son rapport au droit pénal, qu'il faudrait consacrer, au moment même où on le contourne au moyen de politiques de « vérité », de « réconciliation » et de « justice restauratrice »². Une littérature plus scientifique dans ses questionnements n'échappe pas non plus à l'emprise de l'objet juridique, en ne voulant pas voir les contradictions apportées à l'hypothèse selon laquelle les politiques post-conflit nationales et internationales aujourd'hui les plus courantes sont des politiques juridiques, et d'abord pénales : cours et tribunaux pénaux internationaux ou juridictions mixtes ne sont plus perçus comme des dispositifs rares et fragiles, mais comme les emblèmes d'une tendance générale à la pénalisation des violences

politiques extrêmes³. La visibilité et l'autonomisation de certaines de ces institutions, qui apparaissaient auparavant comme tenues par les politiques étrangères de grandes puissances, l'expliquent pour partie. Il n'est pourtant pas sûr qu'une telle tendance existe, et que la sanction des coupables, sur la base de règles formalisées, soit le moyen le plus consensuel de gestion et de prévention de la violence politique.

Il existe pourtant des dispositifs, moins institutionnalisés et moins visibles, qui semblent ne pas passer par le droit, voire faire obstacle à son application ; ils produisent d'autres effets et impliquent d'autres croyances quant aux causes de la violence et aux formes efficaces de sa régulation. Plutôt qu'à l'individualisation des coupables, ils entendent contribuer à la restauration d'une coexistence sociale supposée avoir été mise à mal, ainsi qu'à la propagation d'une « culture de paix » au sein de l'ensemble de la population. Leurs promoteurs les présentent comme des outils prenant davantage en compte la population dans son ensemble plutôt que les réformes institutionnelles ou les mécanismes juridiques. Les plus connus de ces instruments sont les commissions dites de « vérité » – que l'action d'organisations influentes (comme l'ICTJ) est parvenue en quelques années

1. Titre d'un ouvrage de Peter Howard, leader de Moral Re-Armament (cf. *infra*) de 1961 à 1965, New York, Coward-McCann, 1946.

2. De manière paradoxale en effet, l'ICTJ valorise, dans ses conseils aux organisations internationales et aux gouvernements et organisations non gouvernementales

des pays visités, des dispositifs qui, comme les commissions dites de vérité, ont généralement pour objectif de légitimer la suspension des poursuites judiciaires, mais en les présentant comme des éléments favorables à l'exercice d'une justice entendue plus largement qu'au sens du droit pénal, et compatibles avec le droit

pénal international. Les trajectoires des employés et conseillers de l'organisation, juristes et militants des droits de l'homme, l'expliquent en grande partie.

3. Heather Schoenfeld, Ron Levi et John Hagan, « Crises extrêmes et institutionnalisation du droit pénal international », *Critique internationale*, 36, juillet-

septembre 2007, p. 37 : « Le modèle actuel, celui de la "crise", s'accompagne [...] d'une judiciarisation [...]. Un consensus se constitue notamment autour du droit pénal international [...] et le droit s'ingère dans des questions qui relevaient autrefois de la souveraineté. »

à ériger en modèle reproductible dans la plupart des situations de « sortie » de conflit⁴ : des organisations *ad hoc* rassemblant des personnalités souvent issues du monde académique, mises en place par un gouvernement ou l'ONU pour établir une vérité historique sur les causes et les formes de la violence et octroyer des réparations à ses victimes, afin le plus souvent de pallier l'absence ou la rareté des poursuites judiciaires et de contribuer à une réconciliation nationale.

Mais ce sont d'autres activités, qu'on qualifiera de pacification par le bas, qui seront évoquées ici. Elles empruntent deux formes principales. D'une part, les « rencontres organisées », application d'un principe de dialogue, toujours présenté comme démocratique, à la sortie de conflit et emblème d'une coexistence possible, particulièrement entre élites de « niveau intermédiaire » (leaders ethniques, religieux, intellectuels, responsables d'ONG locales, etc.) ou « gens ordinaires »⁵ (femmes et enfants, souvent), au niveau d'un village ou d'une région. D'autre part, la formation des mêmes à la résolution des conflits, afin qu'ils puissent diffuser, dans une population donnée, des compétences passant pour contribuer à la prévention de la violence par le dénouement de conflits de tous types et à tous niveaux (litiges fonciers entre groupes ethniques, mais aussi conflits familiaux). On trouve dans cet ensemble des colonies de vacances pour adolescents issus des groupes en conflit, des centres pour les femmes, des formations pour des médiateurs locaux, l'organisation de « médias de la paix » (informations et débats radiophoniques au contenu pacificateur élaboré par des équipes ethniquement mixtes, ou feuilletons télévisés mettant en scène la coexistence entre enfants ou familles de groupe adverse) par opposition aux « médias de la haine » considérés comme un facteur important de violence depuis le génocide rwandais, des projets de développement local portés par des équipes mixtes, une « recherche dialogique » (c'est-à-dire appuyée sur des exercices locaux de délibération), etc.

L'existence de ces pratiques de résolution non juridique des litiges impose de ne pas s'en tenir aux questions « que fait-on et que faut-il faire pour mettre fin à la violence politique et prévenir sa récurrence ? », et d'aller au-delà d'une démarche qui, au nom de l'exceptionnalisme supposé des objets (le passage à l'acte violent, l'état d'une société « post-conflit »), omet de prendre en compte des jeux sociaux et politiques

ordinaires du côté des violents, des victimes ou des tiers mettant en place des dispositifs de pacification. C'est donc une démarche de « banalisation » qui doit être revendiquée, pour se déprendre un temps de la logique experte et militante aussi bien que de l'apparente évidence d'un objet dont on n'interroge dès lors plus que l'efficacité. C'est la fabrique de ces politiques, qui il y a 20 ans n'existaient pas ou du moins ne bénéficiaient pas d'une telle aura internationale (attestée par la vigueur des flux de diffusion des modèles et les financements octroyés), que l'on veut interroger ici.

Cette démarche implique de prendre position dans le débat en cours sur le poids respectif à accorder au national et à l'international dans les recherches sur les politiques d'intervention (humanitaire, développement, droit de l'homme, paix) imputées à un niveau international. On écarte une approche des relations internationales, trop souvent liée à une conception fonctionnaliste des dispositifs post-conflit, très répandue, qui présuppose que les politiques internationales de pacification par le bas sont nées d'un besoin de paix, au moment où la fin de la guerre froide aurait multiplié les conflits intra-étatiques et autorisé les « grandes puissances » à réinvestir dans la construction de la paix (en lieu et place de l'instrumentalisation des conflits), ou parce que des pacificateurs convaincus et convaincants se seraient mobilisés pour tirer profit de ces conditions favorables et œuvrer au développement de modalités nouvelles de construction de la paix, rendu nécessaire par les faiblesses des modalités diplomatiques et militaires. On lui préfère une approche sociologique de dispositifs pour partie internationaux, puisque leurs promoteurs sont ancrés dans trois lieux : l'espace où s'organisent des interventions internationales en vue de la pacification des pays post-conflit, les pays nombreux, aux situations hétérogènes, où sont mis en place les dispositifs, et enfin leur espace national d'origine.

Au sein de cette approche de sociologie politique des phénomènes internationaux, le cœur du débat oppose une approche des flux de circulation internationale d'idées et de dispositifs, qui reconstituent des trajectoires et les replacent dans des jeux de domination (au sein des élites nationales des pays exportateurs et, surtout importateurs) à des approches qui insistent davantage sur la force propre des instruments ou sur la capacité d'innovation des institutions⁶. Ce débat sur la part respective du national

4. Plus de 25 expériences sont recensées par les promoteurs du modèle, de l'Argentine au Maroc, en passant par le Chili, le Salvador, le Guatemala, l'Afrique du Sud, le Timor-Oriental... jusqu'à une commune du sud des États-Unis.

5. Les deux expressions sont des catégories indigènes.

6. Deux illustrations de la première approche : Yves Dezalay et Bryant G. Garth, *La Mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en*

Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys », Paris, Seuil, 2002 ; Nicolas Guilhot, *The Democracy Makers: Human Rights & International Order*, New York, Columbia University Press, 2005. Le dossier de *Critique internationale*, 36, juillet-septembre 2007, est une

bonne illustration de la seconde option, appuyée sur les travaux néo-institutionnalistes ou ceux de Bruno Latour, parfois mélangée à la première (voir l'article cité de H. Schoenfeld et al., *op. cit.*).

et de l'international est intéressant si la question est de savoir dans quelle mesure l'origine nationale d'une mobilisation internationale a valeur de cause⁷.

Si les origines nationales ne sont pas des causes absolument déterminantes, puisqu'« il [se joue] quelque chose transnationalement⁸ », elles indiquent dans quel espace s'insèrent au premier chef les politiques internationales de pacification, et demeurent présentes (en étant « rejouées ») dans le cours du déploiement de ces politiques. De ce point de vue, l'espace des relations internationales, même lorsqu'il est fortement différencié des espaces nationaux (le monde assez clos de la bureaucratie internationale, par exemple), n'est pas un espace unifié, régi par une logique d'action purement politique au sens surtout de rapports de puissances interétatiques ; que la plupart des organisations de pacification par le bas soient étasuniennes, qu'elles entretiennent souvent des liens avec la diplomatie des États-Unis, ne permet pas pour autant d'en faire une extension de cette dernière. L'espace des relations internationales est davantage un espace où s'articulent des logiques d'action diverses, plus ou moins autonomisées des logiques d'action dans les secteurs sociaux d'origine des agents considérés. Si les justifications les plus courantes inscrivent les activités de pacification par le bas, par opposition aux activités diplomatiques classiques, dans un espace des causes et des motivations morales, soigneusement distinguées de leur pendant politisé⁹, l'enquête a montré l'omniprésence, dans les origines comme dans les reformulations des actions, des références à des logiques professionnelles largement nationales, dans leur rapport avec des logiques d'engagement politique¹⁰.

Rencontres organisées : trois types d'action en faveur de la construction de la paix par le bas

La démarche choisie qui embrasse l'ensemble de l'activité du grand nombre des organisations impliquées dans ces politiques de pacification par le bas

s'accommode de leur éclatement plutôt que d'identifier par exemple une organisation emblématique. Les dispositifs post-conflit sont éparpillés et éclectiques ; s'il existe des régularités dans les liens entre bailleurs, ONG internationales et locales, entreprises de conseil et centres académiques, ainsi que des jeux de positionnement réciproque, tous ces groupes ne sont pas les uns pour les autres des « autres significatifs¹¹ ». Le point d'entrée privilégié mais non exclusif a été celui d'organisations présentées comme non gouvernementales et spécialisées d'origine étrangère aux pays d'intervention, pour deux raisons principales : on y trouve l'activité de formalisation et de justification la plus poussée ; et elles font généralement fonction de charnière entre les bailleurs de fonds et les organisations locales, souvent constituées au gré des distributions de fonds (c'est le cas aussi des activités de développement). Ce sont enfin ces organisations qui veillent à la conformité relative des dispositifs mis en œuvre en regard de leurs engagements auprès des bailleurs.

La démarche proposée ici consiste à reconstituer la genèse d'un domaine d'activités, d'une part à partir des propriétés des professionnels de la pacification par le bas et de leurs trajectoires avec une base de données biographiques portant sur plus de mille individus passés par les ONG, organisations internationales, services gouvernementaux, entreprises de conseil, centres de recherche – dont les résultats ne seront pas restitués de manière détaillée¹² –, et d'autre part à partir des justifications qu'ils apportent à l'exercice de leurs activités et des formes que prennent ces dernières avec une cinquantaine d'entretiens avec des personnalités fondatrices et des employés des organisations spécialisées, l'observation de pratiques, et le dépouillement des documents justifiant leurs activités.

Deux organisations et un troisième ensemble d'organisations ont été choisis qui, présentés conjointement, constituent un échantillon représentatif de la diversité des pacificateurs et de leurs modes

7. Johanna Siméant, « L'enquête judiciaire face aux crises extrêmes : modèles d'investigation, registres de la dénonciation et nouvelles arènes de défense des causes », *Critique internationale*, 36, juillet-septembre 2007 : « nous voudrions tenir ici l'hypothèse selon laquelle quand bien même la juridicisation du traitement des massacres serait un sous-produit des transformations de l'univers juridique, cela ne devrait pas inciter à confondre un sous-produit et un reflet, ni à lui dénier toute consistance propre » (p. 11) ; « il est possible que ce soit avant tout le droit qui sorte gagnant de ces processus fragmen-

taires par lesquels des acteurs hétérogènes en investissent le registre. » (p. 13). Cette hypothèse s'oppose à celle d'Yves Dezalay et Bryant G. Garth, « Legitimizing the new legal orthodoxy », p. 307, in Y. Dezalay et B. G. Garth (dir.), *Global Prescriptions. The Production, Exportation, and Importation of a New Legal Orthodoxy*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2002 : « Transnational battles about the appropriate rules of the game are therefore continuations of national battles about the governance of the state and economy » (ici à partir du « field of state power in the US ») ; « the processes of promoting the 'rule of law' today can be

understood to a great extent as an effort to promote a US product as the *lingua franca* for business and politics ».

8. Michel Dobry, « Les causalités de l'improbable et du probable : notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures et Conflits*, 17, 1995, p. 3-8.

9. Dans la continuité de thèses constructivistes comme celles de Judith Goldstein et Robert O. Keohane, « Ideas and foreign policy: an analytical framework », in J. Goldstein et R. O. Keohane, *Ideas and Foreign Policy. Beliefs, Institutions, and Political Change*, Ithaca, Cornell Univer-

sity Press, 1993, ou Margaret Keck et Kathryn Sikkink, *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

10. Le « professionnel » n'est pas tenu pour exclusivement intéressé, amoral, et instrumentalisant ses activités ; il ne s'agit pas de hiérarchiser mais de distinguer les logiques d'action.

11. M. Dobry, *op. cit.*

12. Pour davantage d'éléments issus de la base biographique, voir « Convertir le grand nombre à la paix... Une ingénierie internationale de pacification », *Politix*, 80, 2007, p. 7-29.

d'intervention¹³ (d'autres auraient pu être présentés). Seeds of Peace est une organisation étasunienne créée en 1993 par le journaliste washingtonien John Wallach, avec l'aide d'une travailleuse sociale, Barbara Gottschalk, et d'un enseignant et entraîneur sportif afro-américain, Tim Wilson. Le pivot de son action est de réunir chaque été plusieurs dizaines d'adolescents de 14 à 17 ans issus de groupes nationaux ou ethniques en conflit : Israéliens, Palestiniens et originaires d'autres pays arabes, principalement, mais aussi jeunes des Balkans, de Chypre, de Grèce et de Turquie, d'Inde et du Pakistan, d'Afghanistan. La deuxième organisation, Search for Common Ground, présente un profil *a priori* très distinct, celui d'une « organisation non gouvernementale internationale » très professionnalisée, offrant une gamme d'actions beaucoup plus large, dans un double mouvement de spécialisation dans les activités de construction de la paix et de généralisation (au gré des ressources des employés, des demandes des bailleurs et des exigences de l'évaluation). Elle est ainsi amenée à s'aligner parfois sur les activités des ONG de développement (lorsqu'elle forme des gens impliqués dans la question des bidonvilles marocains à la résolution des conflits, ou lorsqu'elle organise en Afrique de l'Ouest des ateliers sur le sida¹⁴). Son internationalisation est beaucoup plus marquée que celle de Seeds of Peace : les employés des bureaux locaux sont dans les deux cas le plus souvent issus du pays d'intervention, mais les équipes des sièges de Search for Common Ground (au total une soixantaine de salariés alors que Seeds of Peace compte 33 permanents à New York) sont d'origines nationales très diverses, et les financements reçus plus diversifiés. Le siège de Bruxelles a pour vocation de solliciter les fonds européens, qui représentent 62 % d'un budget de 13 millions de dollars en 2003, contre 27 % venant de l'USAID qui est la seule source de financement gouvernementale pour Seeds of Peace ; la part des bailleurs privés est de 8 % pour la première, mais de 80 % pour la seconde, revenus des galas inclus. En outre, les trajectoires des employés révèlent une plus forte professionnalisation dans le secteur de l'intervention internationale, que traduit notamment le caractère presque systématique des allers et retours entre ONG internationales de construction de la paix ou de développement et organisations internationales – alors qu'ils sont presque absents dans les trajectoires des employés de Seeds of Peace.

Un autre type d'organisation occupe une place importante dans le domaine de la pacification internationale par le bas : des organisations religieuses, constituées depuis les organes de représentation¹⁵ d'une Église ou constituant à elles seules une Église (le terme de dénomination est plus adapté aux groupes protestants). Les protestants sont largement dominants, même si des organisations musulmanes se constituent, notamment sous la pression de la demande occidentale ; les groupes catholiques comme Sant'Egidio sont plus actifs dans le domaine voisin de la diplomatie citoyenne¹⁶. Il s'agit même de protestants d'un type particulier, situés hors des Églises dites *mainstream*. Deux groupes ou organisations sont particulièrement intéressants (compte non tenu de World Vision ou Mercy Corps, ONG évangéliques plus généralistes). D'une part, le réseau d'action des Mennonites nord-américains relie des individualités, comme John Paul Lederach, théoricien de référence du domaine d'activité de la pacification par le bas, des organisations comme le Mennonite Central Committee avec ses prolongements du côté du Congrès et des Nations Unies, et enfin des volontaires missionnaires dans les pays en conflit. D'autre part, un autre groupe protestant : Initiatives of Change, qui, fédérant des groupes dans 31 pays, sur tous les continents, se présente comme une ONG coopérant avec des organisations intergouvernementales, mais est en fait le dernier avatar de Moral Re-Armament, groupe d'inspiration évangélique constitué en Grande-Bretagne autour de l'Américain Frank Buchman (1878-1961), qui s'est investi dans la pacification des conflits politiques (en Tunisie, au Nigeria, à Chypre, en Rhodésie/Zimbabwe, etc.) mais aussi industriels dans nombre de pays visités.

Ces groupes plus ou moins institutionnalisés revendiquent tous pour leurs activités une portée d'alternative par rapport aux formes classiques de pacification : négociations diplomatiques (dont le pendant par le bas est la diplomatie « citoyenne » ou « parallèle »), opérations militaires des organisations internationales, refonte institutionnelle des États post-conflit. Là où ces relations internationales habituelles dessinent une politique des élites, les dispositifs de pacification par le bas s'intéressent aux gens ordinaires, à des élites locales, et à celles des élites nationales qui n'appartiennent pas directement aux milieux politiques et administratifs (responsables associatifs, hommes d'Église, universitaires, adolescents des classes moyennes

13. Les terrains ont été variables selon l'organisation approchée. Pour toutes, la base biographique a été renseignée ; pour l'une d'entre elles, presque tous les employés des sièges ont été interrogés ; pour une autre (pour laquelle l'enquête

commence), des ressources d'observation indirecte ont été utilisées (vidéos, témoignages, etc.) ; pour une dernière, c'est l'observation des pratiques à l'échelle d'un pays en conflit (la Colombie) qui a été privilégiée. 14. Entretiens, février 2005, Bruxelles.

15. Le terme est inadéquat puisqu'il s'agit de groupes protestants qui récusent tout principe représentatif, et sont composés de sous-groupes religieux autonomes.

16. Le réseau catholique Caritas commence cependant à s'approprier ce type

de dispositif. Mais c'est un Mennonite, John Paul Lederach, qui a inspiré le manuel *Édification de la paix. Un manuel de formation Caritas*, Vatican, 2002.

et supérieures, etc.), qui sont le plus souvent invitées à dialoguer ou à se former aux techniques de la résolution des conflits. L'objectif n'est donc pas d'inciter les élites politiques à ne pas recourir à la violence politique, mais de modifier le tissu social et les représentations individuelles, affectés par une culture de guerre et un processus de déshumanisation, afin de restaurer une coexistence¹⁷. Il est donc fait le pari d'une diffusion sociale des techniques et valeurs inculquées à l'occasion des rencontres et sessions de formation.

Tous ces groupes mettent en œuvre des dispositifs de pacification par le bas inspirés par le principe de la « rencontre organisée¹⁸ ». À des échelles diverses, tous entendent mettre en présence un petit nombre de personnes pour les amener, avec les ressources des protocoles empruntés, on le verra, à la psychologie, à la discipline universitaire de la « résolution des conflits », à la médiation parajudiciaire¹⁹, à dialoguer et à surmonter les préjugés qui auraient suscité le conflit. Seeds of Peace réunit, on l'a dit, quelques dizaines d'adolescents, pendant trois semaines dans un camp de vacances du Maine : ils sont vêtus des mêmes t-shirts verts marqués d'une branche d'olivier, partagent dortoirs et douches, mangent et font du sport ensemble, assistent aux cérémonies religieuses des membres des autres confessions, aux rituels nationaux des citoyens d'autres pays (hymnes et drapeaux), se présentent mutuellement leurs habits traditionnels, cuisine et musique locales lors des « nuits culturelles ». Ils s'opposent par équipes multinationales dans des compétitions de toutes sortes. Chaque jour, répartis en groupes de 10 à 12 jeunes issus des groupes impliqués dans un conflit spécifique, ils font l'expérience des « sessions de coexistence » d'une demi-heure, obligatoires, où ils partagent des « témoignages personnels qui mettent à l'épreuve les préjugés²⁰ », et se saisissent des « questions les plus sensibles et difficiles, et [recherchent] un terrain commun pour faire émerger des éléments de compréhension²¹ ». Ils abordent directement, en anglais exclusivement, le conflit, ses répercussions quotidiennes, les sentiments qu'il suscite et y apprennent des « techniques d'écoute » en présence de « facilitateurs » (*facilitators*) professionnels étasuniens et issus des mêmes pays, ainsi que d'anciens campeurs devenus appuis psychologiques (*counselors*), avec force

applaudissements et mains entrelacées. Ils y pratiquent aussi des jeux, comme le *timeline*, ligne du temps de chaque côté de laquelle ils placent les événements qui leur semblent significatifs pour le groupe. Au terme de ce séjour, ils font une tournée de la capitale fédérale où ils rencontrent hommes politiques et responsables du gouvernement, puis reçoivent un diplôme qui fait d'eux des « *Seeds of Peace* » (des « graines de paix »). Les récits des organisateurs insistent beaucoup sur la transformation des relations qui résulte de ces différentes épreuves, ainsi de l'Israélien Daniel et du Palestinien Ahmed qui, après un accrochage lors d'une session de dialogue, se seraient rapprochés à l'occasion d'une épreuve sur corde aérienne²² : « Nous partageons beaucoup de douleur à Seeds of Peace. Mais il y a une méthode pour éviter de devenir fous. Quand vous passez la plupart du temps à vous amuser, à faire du canoë, à jouer au football, à apprendre à nager ou à affronter une intimidante épreuve sur cordes pour la première fois de votre vie, et quand vous partagez vos repas (si on peut les appeler comme ça) et dormez avec des gens qu'on vous avait présentés comme des ennemis, vous les acceptez progressivement. Ils ne sont plus l'«ennemi», mais des amis sur le même terrain de football ou de frisbee²³. »

Depuis 1993, le programme a connu deux prolongements. D'une part, un système de suivi, supposé perpétuer les effets du camp de vacances sur les jeunes, les délégués nationaux qui les accompagnent et leur entourage : des rassemblements locaux (dans un kibboutz du désert israélien, par exemple, ou dans une ville comme Lahore – les familles des uns hébergeant les autres), des activités ludiques et de formation (par exemple dans le « Centre pour la coexistence » installé à Jérusalem depuis 1999), des projets de développement et d'éducation conjoints, des cérémonies culturelles, des rencontres avec des journalistes et des hommes politiques locaux et internationaux, des réunions de parents des « *Seeds* » organisées selon le même principe que les « sessions de coexistence », ou un appui aux études d'anciens « *Seeds* » dans les universités des États-Unis. Ces activités de suivi privilégient les dispositifs de « coexistence » et la formation à la résolution des conflits. D'autre part, le principe a été généralisé à d'autres conflits interétatiques

17. La coexistence, voire la bonne entente apparente, et une imbrication poussée des groupes ne semblent pourtant pas interdire les projets politiques de mise à mort d'un groupe, ni même le passage à l'acte violent des anciens voisins. Voir Zygmunt Bauman sur le génocide juif (*Modernité et Holocauste*, Paris, La Fabrique, 2002), Jean Hatzfeld, Scott Strauss et Claudine Vidal sur le génocide rwandais,

ou Elisabeth Claverie (« Techniques de la menace », *Terrain*, 43, 2004, p. 15-30) sur l'ex-Yougoslavie.

18. Le terme est emprunté à la psychologie sociale lorsqu'elle s'intéresse à des expériences politiques ou des expérimentations scientifiques tentant, sinon de réconcilier, du moins de faire dialoguer des communautés ethniques en conflit, par exemple en Israël. Voir Mahmoud Mi'Ari,

«The effect of the uprising on readiness for interethnic contact among Palestinians in Israel», *International Journal of Comparative Sociology*, 30(3-4), 1989, p. 238-246.

19. La médiation, par opposition aux procès judiciaires, fait intervenir un tiers qui n'est pas doté des pouvoirs du juge ; le médiateur suggère un compromis mais ne peut l'imposer.

20. Seeds of Peace, *Annual Report 2005*,

New York, 2006, p. 4 (trad. de l'auteure).

21. Seeds of Peace, *Annual Report 2003*, New York, 2004, p. 6.

22. Récit notamment évoqué dans Seeds of Peace, *Annual Report 2004*, New York, 2005, p. 6.

23. John Wallach devant le Congrès du Maine, 120^e législature, 6^e jour, 18 janvier 2002.

et internes persistants, puis appliqué aux États-Unis mêmes, à destination des adolescents du Maine (eux aussi choisis comme représentants de leurs ethnies, qu'il s'agisse de groupes socioculturels installés de longue date ou de vagues d'immigration récente). Après le 11 septembre 2001, c'est un dialogue entre jeunes Étatsuniens et jeunes originaires de pays arabes qui a été recherché.

Search for Common Ground est quant à elle identifiée par les bailleurs de fonds à ses actions d'organisation de « médias de la paix » : des journalistes de radio sont formés, sensibilisés à l'impact conflictuel des médias, et organisés en équipes caractérisées par une parité ethnique (dans les pays de l'Afrique des Grands Lacs, par exemple). Des feuilletons télévisés représentant la coexistence entre groupes en conflit sont produits, à destination des jeunes le plus souvent (en Macédoine, notamment). De nombreux autres programmes sont mis en œuvre, formation de médiateurs locaux, micro-projets de développement mixtes, crèches rassemblant les enfants issus des groupes en conflit, par exemple, y compris dans des pays qui n'ont pas connu de conflit récent [voir « Tableau synoptique des activités de Search for Common Ground », p. 56].

Ces dispositifs de pacification par le bas sont unifiés (*ex ante* et *ex post*) par un principe d'action : la promotion de « solutions non adversariales », du dialogue, et de techniques de résolution des conflits. « La base de notre mission est la même : c'est d'avoir, d'appliquer une approche non conflictuelle à des situations de conflit, au conflit ou à la résolution de crise, mais... on a une *toolbox*, une caisse à outils avec différents outils, qui varient profondément selon la région où on se trouve, le contexte aussi, le niveau de crise dans lesquels on opère, et nos groupes cibles, qui sont ciblés encore une fois selon la région où on se trouve²⁴. »

Les pacificateurs mennonites s'inspirent eux aussi d'une théorie et de protocoles de résolution des conflits, revisités, par Lederach notamment, sous la forme de la « transformation des conflits », centrée sur l'adaptation au contexte culturel local et le choix d'un vecteur de diffusion d'une « culture de paix » que sont les élites de niveau intermédiaire²⁵. Ces techniques ont été conceptualisées et expérimentées par une élite mennonite libérale à partir des formes de service civil et d'organisation des communautés locales mises en place dans la dénomination pour se substituer au service militaire, conformément à la revendication par les élites intellectuelles d'un pacifisme absolu lié à l'histoire

de la dénomination. Quant à Initiatives of Change, qui finance des programmes d'éducation à la paix dans les écoles, des formations de leaders favorables à la paix, des dialogues interculturels, des cercles de femmes, au « Sud » comme au « Nord », elle développe une méthode de pacification par les « rencontres fortuites »²⁶ entre individus sur lesquelles nous reviendrons [voir encadré « Une méthode de “conflict management” appliquée aux conflits politiques violents », p. 64].

La reconstitution des trajectoires biographiques d'un millier de membres d'un grand nombre des organisations, à tout niveau hiérarchique, fondateurs, cadres et employés impliqués dans les programmes mêmes, membres des comités consultatifs, employés administratifs, stagiaires, au sein des sièges et des bureaux régionaux, ainsi que quelques éléments des trajectoires de certains des pionniers du domaine, montrent que ces organisations, leurs techniques, leurs protagonistes, s'inscrivent dans des secteurs sociaux principalement définis comme des secteurs d'activité professionnelle, mais en rapport avec une logique d'action politique. On voudrait souligner ici la diversité des secteurs investis dans la pacification par le bas, ce que ne fait pas suffisamment la sociologie des relations internationales élaborée par Yves Dezalay et Bryant Garth, ou Nicolas Guilhot, à partir de la théorie sociologique de Pierre Bourdieu ; l'éparpillement caractéristique des dispositifs étudiés fait obstacle à une saisie raisonnée des rapports de domination qui participent de la constitution du domaine – sauf à faire le choix du « plus intéressant des dominants » sur une base qui ne soit pas exclusivement scientifique (sa visibilité, ou sa « hauteur »).

Les divers secteurs professionnels concernés sont à titre principal, mais pas exclusif, situés dans les pays d'origine, et d'abord les États-Unis. Ce sont des logiques d'action professionnelle, articulées à une logique de l'engagement politique, qui constituent les origines de ces organisations ; ce sont encore des logiques d'action professionnelle, mais pas forcément les mêmes, qui orientent leur activité actuelle. Les entretiens effectués sont souvent des récits de carrière, même pour ceux des interviewés qui y intègrent un engagement politique. L'importance des « causes professionnelles » ne signifie pas que l'action des pacificateurs soit seulement régie par un principe de construction opportuniste de carrière. L'intérêt professionnel n'est bien souvent pas pensé isolément de la bonne volonté humaniste, de l'engagement politique, ou d'une éthique religieuse.

24. Entretien, 2 février 2005. 25. John Paul Lederach, *Building Peace. Sustainable Reconciliation in Divided Societies*, Washington DC, USIP, 1997, et *The Moral Imagination: the Art and Soul of Building Peace*, Oxford, Oxford University Press, 2005. 26. Charles Pigué et Michel J. Sentis, *Ce monde que Dieu nous confie. Rencontres avec le réarmement moral*, Paris, Éd. du Centurion, 1979, p. 45.

Des marges du droit à la paix par le bas : des logiques d'action professionnelles

L'hypothèse d'une primauté des logiques d'action professionnelles, définies en rapport avec l'engagement politique, permet de « réduire » le foisonnement qui caractérise le domaine d'activité de la pacification par le bas. *Seeds of Peace* et *Search for Common Ground* sont, par exemple, deux organisations très différentes par leurs caractéristiques actuelles, leur inscription dans l'histoire, et les trajectoires de leurs employés. Mais l'une et l'autre ont été créées par des journalistes (le premier est un indépendant qui fut un temps employé par le Département d'État où il avait enquêté sur des pratiques d'espionnage de la CIA²⁷, le second est un spécialiste des affaires étrangères de l'un des plus gros groupes de presse des États-Unis, Hearst) adhérant à un journalisme d'investigation recherchant le dévoilement sinon des scandales, du moins des affaires politiques.

Cette définition du métier de journaliste est elle-même en rapport direct avec un positionnement politique : fondateurs et employés sont des libéraux, souvent proches des démocrates. Pour *Seeds of Peace*, ces positions politiques se sont essentiellement exprimées par une prise de position en faveur de la construction d'un État palestinien, ce qui revêt une signification singulière lorsqu'on prend en compte le fait que la quasi-totalité des employés, membres du conseil consultatif et donateurs sont actifs dans des organisations communautaires juives, vivant dans des grandes villes de la côte Est et favorables à un rapprochement entre Israéliens et Palestiniens perçus comme modérés. Le rapport au politique de *Search for Common Ground* s'inscrit dans une séquence historique différente, puisque l'engagement de son fondateur est contemporain du mouvement pour la paix, et plus particulièrement des mobilisations contre la politique étrangère du gouvernement Reagan en Amérique centrale. L'organisation est issue de la composante « éducative » du mouvement pacifiste américain des années 1980²⁸, qui affichait des principes d'action en tout point comparables avec ceux aujourd'hui revendiqués par l'ONG : l'organisation d'un face-à-face cordial avec l'adversaire, le rejet des « solutions adversariales », la conviction que la correction des biais cognitifs entraîne le changement social.

C'est donc une forme politique et locale d'engagement pour la paix qui est à l'origine de la création de ces organisations ; le domaine d'activité tel qu'il existe aujourd'hui articule des traditions militantes variées. L'identité pacifiste de la dénomination²⁹ mennonite

a ainsi été réactivée par la menace régulièrement brandie par le gouvernement américain, et mise à exécution lors des deux guerres mondiales, de généraliser le service militaire. Les élites mennonites ont en réaction rompu avec un principe de non-engagement politique pour, aux côtés d'autres « Églises de paix » comme les quakers, obtenir un service civil. Cet engagement contraint, âprement débattu au sein de la dénomination, a été l'un des facteurs de l'investissement mennonite dans le domaine, mais de manière indirecte. La banalisation du groupe, jusqu'alors caractérisé par une vie rurale et autarcique (qui caractérise encore certaines communautés mennonites ou les Amish, qui en sont proches), dans un contexte d'urbanisation, a été à la fois une incitation supplémentaire à l'engagement, et une ressource. Une contrainte parce que cette banalisation pouvait signifier la disparition du groupe, dans un contexte de fluidité des identités religieuses protestantes, et plus particulièrement de vive concurrence avec les évangéliques (beaucoup de Mennonites se définissent comme tels, tandis que les élites se définissent contre un évangélisme jugé conservateur). Une ressource dans la mesure où les élites intellectuelles urbanisées se sont investies, en dépit et en raison de leur rapport distant avec la majorité de la dénomination, dans un travail de réactivation d'une tradition pacifiste, inséparable d'une professionnalisation des formes d'activité conçues et expérimentées dans le cadre du service civil. L'investissement actuel des Mennonites dans des dispositifs de pacification à l'étranger est le produit de l'autonomisation de ces engagements professionnels et religieux dans le service à la communauté, notamment au sein des hôpitaux psychiatriques et des prisons.

Les dispositifs de pacification par le bas aujourd'hui mis en œuvre dans de nombreux pays « post-conflit » ont pour origine ces engagements politiques localisés. Mais ceux-ci sont rarement vécus isolément de logiques d'action propres à des secteurs professionnels, qu'ils contribuent à définir. L'un des secteurs professionnels les plus déterminants (avec le journalisme et la psychologie) est le secteur judiciaire, et plus précisément ses marges : un fragment situé pour partie à l'intérieur du secteur judiciaire, pour partie hors de lui, parce que constitué autour de techniques construites contre les procédés judiciaires (ou contre le monopole des professionnels du droit sur ces procédés), qui dessinent les contours d'une justice « informelle », désignée aussi par les termes de « résolution alternative des litiges »

27. John Marks, fondateur et président de *Search for Common Ground*, est l'auteur : avec Victor Marchetti, de *The CIA and the Cult of Intelligence* (New York, Knopf, 1974), avec Robert L. Borosage, de *The CIA File* (New York, Grossman Publishers, 1976), et seul, de *The Search for the "Manchurian Candidate": the CIA and Mind Control* (New York, Times Books, 1979, et multiples rééditions). 28. John Lofland, *Polite Protesters. The American Peace Movement of the 1980s*, New York, Syracuse University Press, notamment p. 81 et 93. 29. Les dénominations sont des formes d'organisation entre « secte » et « Église », dans le langage de la sociologie des religions.

Tableau synoptique des activités de Search for Common Ground

Pays (date de démarrage)	Pacification « par le bas »	Contexte de conflit politique violent	Absence de conflit politique violent
		Autres formes de pacification	
Burundi (1995)	Médias pour la paix. Soins aux victimes de torture. Théâtre et festivals pour la paix « Jours du pardon ». Actions à destination des femmes et jeunes	Dialogue politique régional	
Rwanda		Dialogue politique régional	
Sierra Leone	Radio pour la paix, état des médias. Micro-projets pour les jeunes. Festivals de paix. + Appui à la « justice de transition »	Appui aux élections. Lutte contre la corruption par l'éducation, renforcement de la « gouvernance démocratique ». Connexions téléphoniques dans une région enclavée	
États-Unis (1982)			Organisation de débats (sur la sécurité sociale, le rôle des Églises dans les services sociaux, l'avortement et le sida). Participation à la mise en place du US Consensus Council. Lobbying pour la réforme de l'éducation locale. Dialogue avec la communauté musulmane. Formations à la résolution des conflits. Réintégration locale des prisonniers
Guinée (2001)	Radio pour la paix		
Libéria (1997)	Radio pour la paix. Formation de jeunes à la résolution des conflits. Comités de paix, dialogues locaux, sondages. Festival et sports pour la paix	Analyse du conflit pour l'ONU. Appui aux élections. Organisation du débat politique. Information des réfugiés. Éducation sida	

Maroc (2001)	Formation à la résolution des conflits de responsables d'associations pour les jeunes, réseau d'associations. Formations médias. Développement de la résolution alternative des litiges au sein du système judiciaire. Développement d'une culture de collaboration dans le monde du travail
Côte d'Ivoire (2005)	Dialogue local. Activités à destination des femmes. Sport, culture, théâtre, radio, pour la paix
RDC (2001)	Arts et sport pour la paix. Activités femmes et jeunes. Formation de pacificateurs. Radio pour la paix
Angola (1996)	Formation à la résolution des conflits pour les jeunes, les rapatriés et les résidents. Activités culturelles. Médias pour la paix
Népal (2006)	Médias pour la paix (avant 2006). Activités jeunes
Indonésie (2002)	Transformation des conflits communautaires. Médias. Actions femmes et déplacés
Israël-Palestine, Moyen-Orient (1991)	Formation journalistes et dialogues, production de documentaires et d'un bulletin, prix. Campagne d'information en Israël sur les réfugiés palestiniens. Coopération religieuse. Festival du cinéma. Sondage sur la non-violence. Formation d'étudiants palestiniens, d'enseignants, à la résolution des conflits
Macédoine (1994)	Médias jeunes. Éducation mixte. Jeux de résolution des conflits
Ukraine (1994)	Promotion de la « justice restauratrice ». Radio pour la paix (prévention). Formation à la résolution des conflits (prévention)
États-Unis/Iran (1996)	Sport, échanges universitaires et scientifiques
	Diplomatie citoyenne

(*alternative dispute resolution*) ou de « médiation ». Les logiques d'action de ce secteur peuvent être présentes en amont aussi bien que dans le cours et en aval des activités déployées par les organisations de pacification par le bas. L'hypothèse défendue ici est que les pratiques de construction internationale de la paix prolongent des dispositifs de résolution des litiges constitués dans le secteur juridique américain et à ses frontières, dans le monde du management et de la régulation des conflits du travail, dans des espaces aux frontières du judiciaire (par exemple pour des litiges entre locataires et propriétaires, ou des conflits familiaux), dans les écoles, etc. L'ensemble de ces dispositifs – de la « justice de voisinage » mise en place dans les années 1970 afin d'élargir « l'accès au droit » à la « médiation victime/offenseur » promue par les Mennonites [cf. *infra*] – ont en commun une volonté de substituer au couple juge (en tant qu'autorité appuyée sur la loi et la force de l'État)/délinquant une relation plus égale entre victime et offenseur, « facilitée » par un médiateur doté de bon sens.

L'articulation entre programmes internationaux de pacification par le bas et techniques d'informalisation de la justice est visible dans les trajectoires des professionnels. Un grand nombre d'entre eux ont ainsi été formés dans les facultés de droit des universités américaines³⁰ ; certains continuent d'exercer parallèlement dans un cabinet d'avocats ou un organisme de médiation local ; les mêmes ou d'autres interviennent indifféremment dans des pays « post-conflit » ou dans des conflits industriels, voire familiaux, de leur pays d'origine [pour les trajectoires de deux figures de référence, voir encadré p. 65]. Il ne s'agit cependant pas du « cœur » de la profession judiciaire. Le secteur recrute d'ailleurs des juristes en même temps que des psychologues ou travailleurs sociaux, souvent associés aux premiers en périphérie du secteur juridique. Cette articulation des secteurs juridique et psychologique est très visible si l'on prend en compte les institutions académiques dans lesquelles s'ancrent les activités internationales de pacification par le bas. Le « *conflict management* » para-judiciaire, relevant du droit et des relations internationales [cf. encadré, p. 65], est contesté par la « transformation des conflits », revendiquant une prise en compte des cultures locales et adossée sur la psychologie sociale ; la première est associée au nom de Roger Fisher et au *Program on Negotiation* de Harvard ainsi qu'à l'ONG Conflict Management Group (depuis absorbée par Mercy Corps) ; la seconde est associée aux universitaires John Paul Lederach,

John Burton, Herbert C. Kelman, et à des universités comme l'Eastern Mennonite University, George Mason ou Syracuse. Si ces origines académiques n'influent pas toujours nettement sur le cours des programmes mis en place dans les pays « post-conflit »³¹, le secteur académique semble jouer le rôle d'espace de « transformation », qu'il s'agisse d'universaliser (ou de laïciser) des ressources nationales, ou d'articuler des langages sectoriels distincts (ceux du droit, de la religion, de la diplomatie, par exemple). C'est dans ce secteur en effet que les différentes traditions théoriques s'opposent à l'occasion de débats scientifiques – ce qui n'interdit pas une homogénéisation relative (par exemple lorsqu'elles contribuent ensemble à une critique des méthodes classiques d'établissement de la paix, ou inspirent ensemble un cadre législatif favorable à une justice moins formelle, en Colombie).

Ces carrières construites à la charnière d'un domaine d'activité international *a priori* sans rapport avec le droit, et les marges du secteur judiciaire aux États-Unis attestent une imbrication en amont de la constitution des politiques internationales de pacification par le bas. Différents groupes promouvant des techniques d'*alternative dispute resolution* dans des espaces sociaux variés (entreprises, administration, controverses politiques, éducation, justice) sont de même alliés au travers des conseils consultatifs des ONG. L'articulation est tout aussi visible lorsqu'on prend en compte les financeurs intervenant dans l'un et l'autre domaine. La fondation Hewlett a ainsi accompagné le développement historique de la « justice informelle » aux États-Unis, aussi bien que subventionné la plupart des organisations spécialisées dans le *peace-building*.

L'articulation entre formes domestiques de médiation et interventions dans les pays « post-conflit », ainsi qu'entre contexte de conflit politique violent et « routine » des démocraties occidentales plus stabilisées, est aussi visible dans le cours même des activités. De nombreux médiateurs restent des généralistes actifs dans leur pays d'origine³². Certaines ONG ont une activité de promotion directe de l'*alternative dispute resolution*, à des fins de pacification du conflit politique mais aussi de réforme des procédures judiciaires ordinaires. Search for Common Ground est par exemple engagée, en Ukraine et au Maroc, dans une campagne en faveur de la réforme du droit civil, en même temps que, aux États-Unis, dans un dispositif municipal de réintégration des anciens prisonniers. Seeds of Peace a organisé en 2006 un premier séminaire de résolution des conflits pour former des travailleurs sociaux jordaniens,

30. Près de 15 % d'entre eux ont fréquenté les universités prestigieuses que sont Harvard, Yale, Princeton, London School of Economics et Oxford. 31. Mais voir l'encadré p. 64 pour une illustration de l'influence de la tradition « win win » du « *conflict management* » sur l'action d'une organisation. 32. Le travail prosopographique réalisé aussi bien que certains entretiens le montrent.

les techniques devant être utilisées dans la pratique professionnelle habituelle de ces derniers. Les intellectuels mennonites nord-américains se sont quant à eux fortement investis dans les querelles universitaires sur les techniques de résolution de conflit, comme dans le développement de dispositifs, municipaux ou fédéraux, de « justice restauratrice » (*restorative justice*), modalité de justice informelle adossée à une ambition de réforme radicale de la justice pénale, fondée sur le dépassement des paradigmes « rétributif » et « réhabilitatif », ainsi que sur la critique d'une justice monopolisée par des professionnels et par l'État. Des Mennonites situés à titre professionnel en périphérie du système judiciaire (agents de probation, criminologues) ont joué un rôle historique important dans le développement, à partir des années 1970, de mécanismes de « médiation victime/délinquant » (*victim offender mediation*)³³. Des organisations évangéliques participent aussi de cette campagne en faveur d'une « justice restauratrice » (définie de manière relativement similaire), ou plus largement des programmes de résolution informelle des conflits ; Initiatives of Change s'investit par exemple dans le « *racial healing* » dans différentes municipalités des États-Unis.

D'autres liens stables, cette fois en aval des activités internationales de pacification, peuvent être mentionnés, et notamment un effet d'approvisionnement du vivier professionnel de la résolution parajudiciaire des conflits. Seeds of Peace recrute ainsi aux États-Unis ou dans les pays d'intervention un grand nombre de *counselors* et *facilitators* (à proportion respectivement d'un pour 4 et un pour 13 campeurs) ; l'organisation en forme par ailleurs un grand nombre, surtout dans les rangs des anciens « *Seeds* »³⁴. Cet appariement à un secteur professionnel national ne fait pas, néanmoins, du domaine d'activité de la pacification par le bas un espace unifié, qui fonctionnerait à l'instar d'un champ. Les liens inégaux, parfois ponctuels, entretenus avec les milieux où s'élabore la politique étrangère américaine ne lui confèrent pas davantage une telle unité (au contraire des milieux des « promoteurs de la démocratie » ou des défenseurs des droits de l'homme décrits respectivement par Nicolas Guilhot et par Yves Dezalay et Bryant Garth, qui constituent des milieux assez homogènes). Le poids constant de logiques professionnelles diverses, définies en rapport avec une cause politique locale (à un moment déterminé), tendrait, davantage, à constituer le domaine en « arène », espace d'articulation

de logiques d'action et de causes propres³⁵. Les raisons d'agir sont elles aussi plurielles. En s'investissant dans la construction de la paix dans les pays « post-conflit », les intellectuels mennonites, par exemple, font quatre choses : contribuer à la survie de leur dénomination, construire leurs carrières professionnelles, exprimer une critique d'une politique étrangère étasunienne jugée belliqueuse, ainsi que d'une politique intérieure pénale perçue comme répressive.

La part de l'international : ce que véhiculent les dispositifs de pacification

Le développement des programmes internationaux de pacification par le bas ne s'explique cependant pas seulement par l'intérêt de l'internationalisation relative de secteurs professionnels en voie de constitution dans un espace national. « Quelque chose se joue » dans le processus de leur transport dans l'espace des relations internationales, et plus particulièrement dans le secteur de l'aide aux pays en conflit/en développement, doté de ses bureaucraties et procédures spécifiques. Les pratiques des organisations de pacification ne sont bien sûr pas sans rapport avec les politiques étrangères de leurs pays d'origine, et particulièrement des États-Unis. En raison de leur histoire, de leurs liens avec les démocrates, des financements qu'elles reçoivent, elles y participent directement. Leur implication dans la promotion d'une justice informelle, aux côtés de l'agence d'aide des États-Unis USAID (particulièrement active en la matière en Amérique latine), y contribue indirectement, en favorisant le cas échéant les intérêts commerciaux des États-Unis : l'investissement dans la réforme d'un système judiciaire peut ainsi intervenir au moment même où est conclu un accord commercial entre le pays d'intervention et les États-Unis³⁶.

Mais des contraintes proprement internationales s'exercent aussi sur la transposition de techniques nationales. Deux exemples peuvent être brièvement mentionnés. En premier lieu, l'influence, sur les organisations les plus professionnalisées, des procédures d'évaluation. Pour Search for Common Ground, celle-ci a notamment eu pour effet de renforcer une tendance préexistante (contenue dans le principe de la recherche de « solutions non adversariales ») à la neutralisation des origines politiques de l'organisation et des préférences

33. Sandrine Lefranc, « Le mouvement pour la justice restauratrice. "An idea whose time has come" », *Droit et société*, 63-64, 2006, p. 393-409.

34. C'est l'un des effets de ces pratiques que de déboucher sur la professionnalisation – parfois massive – au niveau local ; ces « professionnels du Sud » sont ainsi

détournés d'un marché de l'emploi local, et dans le même temps politiquement « adoucis », parce que sont sélectionnés surtout des « modérés », de surcroît formés à la modération. Cf. Ned Lazarus, « The political economy of Seeds of Peace : a critical evaluation of US-based civil society conflict intervention », communi-

cation, International Studies Association, San Diego, mars 2006, p. 20 : « en tant qu'adolescents sans passé militaire ou de guérilleros, les "Seeds" ont éloigné le programme des auteurs de la violence. En tant que jeunes pleins d'espoir, les "Seeds" ont attiré des publics moyens (*mainstream*) qui étaient pris par des récits du conflit

noyés dans les griefs historiques ».

35. Voir Nicolas Dodier, *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2003, notamment p. 35.

36. Entretien, Bruxelles, 23 février 2005.



ÉTUDIANTS ORIGINAIRES DE DIFFÉRENTES RÉGIONS DE L'UGANDA
lors d'une conférence sur la paix organisée par le Mennonite Central Committee.



Exercice de « résolution de problème » effectué par les participants, consistant à joindre les mains pour former un « noeud humain ».

politiques de ses employés. En second lieu, la revendication, dans le milieu de l'aide internationale, d'un ancrage local important, articulée aux effets « professionnalisants » des programmes mis en œuvre (formation à la résolution des conflits, au « journalisme de paix », etc.), a pu déboucher sur un renouvellement important de la main-d'œuvre. Si ce renouvellement n'a touché chez Seeds of Peace que les équipes des pays d'intervention (Initiatives of Change est principalement animée par les nationaux, même si des visites d'étrangers « exemplaires » ont régulièrement lieu), il a concerné chez Search for Common Ground les bureaux régionaux et internationaux (Bruxelles, Washington, Freetown, Jérusalem). Ces contraintes, si elles n'ont pas abouti à une unification de l'ensemble du domaine, ont néanmoins pu infléchir les activités et le fonctionnement des organisations.

La mise au jour, au moyen de la reconstitution de l'histoire des organisations et des trajectoires individuelles de leurs employés (par entretiens et quantification), des origines des dispositifs internationaux de pacification par le bas, et notamment leur ancrage dans un secteur professionnel précis, n'épuise pas la signification et la portée de ces activités. Les origines ici n'ont pas valeur de causes déterminantes de manière linéaire et univoque. Établir le lien entre des tentatives de réforme des pratiques judiciaires et la formulation de modalités dites alternatives de construction de la paix au « Sud » ne permet pas d'affirmer que ces dernières ne sont que les produits dérivés des premières, dont l'enjeu tient tout entier dans une redistribution des cartes au sein du système judiciaire américain (et à ses marges). Il est indéniable que l'exportation des techniques de pacification signifie un bénéfice d'universalisation et de professionnalisation, qui fait les figures – Fisher, Lederach, Woodrow... L'internationalisation d'une mobilisation professionnelle est d'autant plus payante lorsque les groupes concernés sont en position périphérique dans le secteur. Et, de fait, les tenants de la médiation (criminologues, agents de probation, médiateurs, etc.) occupent une telle position, même si les professionnels du droit se sont rapidement approprié les techniques mêmes qui devaient remettre en cause leur monopole. Mais le « national » n'est pas une détermination suffisante, il est constamment réactualisé dans le quotidien des activités, et entremêlé notamment de considérations propres aux « relations internationales ».

Une autre forme d'internationalisation a lieu – celle qui découle de la force propre des dispositifs, liée aussi bien à ce qu'ils transportent dès l'origine qu'à ce qui leur advient dans le cours de leur transposition internationale. Ces dispositifs se situent à la charnière de secteurs professionnels, d'engagements politiques et religieux³⁷. Nourris par le rapport aux héritages religieux et aux interactions sociales de ceux qui les portent – rapport qui contribue à façonner un « esprit du développement »³⁸ –, ils s'autonomisent partiellement des logiques d'action professionnelles et se constituent dans le cours des activités. Deux caractéristiques des dispositifs peuvent être mentionnées : celle, d'une part, qui fait découler la paix d'une « transformation » de l'individu et des relations interindividuelles ; celle, d'autre part, qui rapproche, jusqu'à l'indifférenciation, techniques de résolution des conflits, rituels religieux et dispositifs thérapeutiques.

L'ensemble des pratiques de pacification par le bas consacre les relations interpersonnelles entre « gens ordinaires » comme vecteur de paix principal. Le changement social est supposé être provoqué par un effet d'entraînement de la modification des représentations d'un petit nombre d'individus (pacificateurs exemplaires, responsables associatifs, enfants – soldats, futures élites –, femmes). Ce sont les interactions ordinaires, « sincères » (par opposition avec des relations politiques jugées toujours fausses et instrumentales), de personne à personne, qui passent pour faire la paix et garantir sa « durabilité ». Le principe des « rencontres organisées » et de la formation à la résolution des conflits puise donc aux sources d'un individualisme radical. Ce mode d'action individualiste va de soi pour les organisations évangéliques. Lorsque Initiatives of Change/Moral Re-Armament met l'accent dans ses programmes sur la transformation de l'individu comme principal vecteur de paix, elle reprend en effet le principe fondamental des groupes évangéliques, celui d'une stratégie d'évangélisation par l'influence personnelle (les relations personnelles et l'exemple donné par les bons chrétiens), qui a pour corollaire une défiance à l'égard de modes d'action politiques³⁹. C'est pourtant l'ensemble des organisations de pacification par le bas qui revendique pour principes d'action la conversion de proche en proche et de la transformation de l'individu et des relations interpersonnelles ; de ce point de vue, les techniques employées véhiculent

37. À la manière des « formes » de Laurent Thévenot : mécanismes de mise en équivalence de situations distinctes, coproduits par des groupes et acteurs mus par des logiques sectorielles distinctes. « Les investissements de forme », in L. Thévenot (éd.), *Conventions économiques*, Paris,

PUF, Cahiers du CEE, p. 21-71. Alors que ces formes procèdent par généralisation, les dispositifs étudiés ici concourent à un processus de singularisation, en consacrant comme vecteur de changement social « une relation interpersonnelle » que Laurent Thévenot ne considère pas

comme généralisable (« sur laquelle on ne peut compter qu'en raison de la fréquentation et qui se défait plus rapidement qu'un outillage matériel », p. 9).

38. Comme l'a montré Erica Bornstein à l'échelle des programmes de développement mis en œuvre au Zimbabwe : *The*

Spirit of Development. Protestant NGOs, Morality, and Economics in Zimbabwe, New York, Routledge, 2003.

39. Christian Smith et al., *American Evangelicalism. Embattled and Thriving*, Chicago, The University of Chicago Press, 1998.

des logiques de fonctionnement individualistes bien développées aux États-Unis – dont l'une des formes les plus poussées est l'évangélisme [voir « **La pacification par les relations interpersonnelles** », p. 67].

Le poids de l'individualisme sur les pratiques des organisations a pour conséquence un principe de dépolitisation active, plus manifeste encore que dans les autres formes d'intervention humanitaire. Le voile de pudeur souvent jeté, lors des entretiens et dans la littérature grise, aussi bien sur les origines politiques des organisations que sur les aspects militants des trajectoires de certains de leurs employés, en est un indice clair. Mais les techniques mêmes et leur justification l'attestent : lorsqu'une lecture « culturelle » plutôt que sociale et politique du conflit est adoptée⁴⁰, lorsque disputes familiales, litiges locaux et antagonismes politiques sont considérés comme participant ensemble et de la même manière d'une « culture de violence », lorsque les désaccords politiques sont présentés comme relevant du « surmontable » (par exemple lorsque Seeds of Peace reconstitue le cheminement d'Israéliens issus de familles de colons hostiles à toute négociation, qui comme les autres auraient rendu un visage à « l'ennemi »), ou encore lorsque les actions politiques aussi bien que les dispositifs juridiques cèdent la place à des relations informelles, non institutionnalisées, et à une définition du conflit et de sa solution par l'intérêt ou le besoin personnel (plutôt que par l'incrimination juridique ou le fait historique)⁴¹.

Cette défiance à l'égard du politique n'a pourtant pas toujours les effets que l'on pourrait attendre. De même que des pratiques de développement dépolitisées et défavorables à un renforcement de l'État demeurent liées à un pouvoir d'État, situé⁴², l'engagement politique reste un horizon de pratiques professionnalisées de pacification par le bas. Seeds of Peace en est un bon exemple. En dépit de l'affichage d'une neutralité politique (les anciens présidents Clinton et Bush font partie du comité consultatif, et un hommage bipartisan a été formulé par le Congrès en 2003), il s'agit encore d'une mobilisation politique, portée par un groupe de Juifs libéraux privilégiant l'option d'un État palestinien au moyen d'une stratégie d'alliance avec les leaders « modérés » de l'OLP, associés à des Arabes américains eux aussi libéraux et « modérés » ; le groupe entend constituer une alternative au « lobby pro-Israélien » incarné par l'America-Israel Public Affairs Committee. Beaucoup rendent publique leur position

pro-démocrate. L'organisation délègue la sélection des candidats et des accompagnateurs adultes aux gouvernements en conflit, mais refuse leurs financements, tout en acceptant ceux, importants, du Département d'État des États-Unis. Les activités mêmes peuvent être conçues de manière plus politique : quoique présentées comme « quelque chose qui transcende les formes traditionnelles de maintien de la paix (*peace-making*)⁴³ » au sens où elles s'adressent non aux élites mais aux « gens ordinaires » – les « *Seeds* » étant des graines parsemées au sein de la population qui doivent germer en convainquant leurs proches (l'un des programmes s'appelle « Bring-a-Friend ») –, elles font une large place à la formation de leaders de demain ; les colonies de vacances peuvent même être considérées comme un mécanisme de sélection des responsables futurs (ce que peut faciliter la présence de nombreux enfants de responsables politiques).

Les activités de pacification par le bas présentent une autre caractéristique inattendue, constituant elle aussi une « forme » efficacement véhiculée sur le plan international : l'imbrication très étroite des techniques de pacification, des rituels religieux et des dispositifs thérapeutiques. C'est ce qui ressort de l'histoire d'Initiatives of Change aussi bien que de l'observation de pratiques de l'organisation en Colombie (où le groupe *Iniciativas de Cambio* existe depuis quelque 20 ans mais commence à s'organiser). L'organisation est connue pour mettre sur pied au niveau international des rencontres dans un ancien grand hôtel à Caux (Suisse) : après des récits individuels de transformation, les anciens ennemis sont amenés à dialoguer, deux à deux. Le principe vaut pour les membres d'États ou de groupes ethniques en conflit comme il valait, pendant la guerre froide, pour les responsables syndicaux (communistes ou socialistes) et les chefs d'entreprise – au nom de la lutte anticommuniste. Il en va de même en Colombie : la dynamique de construction de la paix est, pour les membres, tout entière contenue dans le rassemblement en petits groupes de fidèles constitués sur la base d'un recrutement de proche en proche. Lors des réunions au domicile d'une de ses membres, chacune fait tour à tour le récit de son cheminement jusqu'au groupe : une conversion, même si l'appartenance à un autre groupe religieux est possible. Ce récit individuel de conversion est l'emblème aussi bien que le moteur de la paix. Ainsi de cette femme, employée de maison d'une autre membre du groupe, appartenant aux strates

40. Seeds of Peace « (é)rige le microcosme du camp de vacances en "société sans classes". Les identités nationales et religieuses sont considérées comme essentielles et explorées lors des rituels et des discussions ; les divisions de classe ne

font pas partie du parcours » (N. Lazarus, *op. cit.*, p. 13).

41. John Wallach insiste sur la nécessité de ne pas présenter de version « objective » de l'Histoire dans les discussions entre jeunes « ennemis » : avec Michael

Wallach, *The Enemy Has a Face. The Seeds of Peace Experience*, Washington DC, USIP, 2000, p. 39.

42. James Ferguson, *The Anti-Politics Machine: "Development", Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*,

Minneapolis, University of Minneapolis Press, 1994, et E. Bornstein, *op. cit.*

43. J. Wallach devant le Congrès du Maine, 18 janvier 2002 (cité).

Une méthode de « *conflict management* » appliquée aux conflits politiques violents

Conseils pour transformer un conflit¹

Lorsque des conflits apparaissent, beaucoup d'entre nous versent dans des manières de penser antagoniques – toi contre moi. Ce qui implique qu'il y a un gagnant et un perdant. Dans les faits, chaque partie perd quelque chose, puisque la relation entre elles est affectée et que le problème est rarement résolu.

La plupart d'entre nous savent qu'il existe une manière plus constructive de faire face au conflit. Qualifiée d'approche « gagnant-gagnant », collaborative ou coopérative, elle s'applique à tous les types de conflit, des petits litiges quotidiens entre individus aux litiges plus larges qui divisent les communautés. Chez Search for Common Ground, nous l'appelons l'approche par le terrain commun, quand les parties comprennent et honorent leurs différences et trouvent un accord mutuellement bénéfique, fondé sur des intérêts partagés – leur terrain commun.

Comment passons-nous d'une approche antagonique à une approche comparative, par le « terrain commun » ? Voici quelques conseils utiles :

1. Acceptez que les conflits soient une composante normale de la vie [...]

2. Traitez les conflits comme une opportunité [...]

3. Prenez garde à votre réaction initiale et respirez profondément [...]

4. Choisissez votre approche : Il y a toujours des choix à faire dans un conflit. Certains conflits ne valent tout simplement pas la peine d'être pris en compte. Dans d'autres cas, nous pouvons penser que la meilleure réponse est de dire « non ».

Mais quand l'objectif est de résoudre le problème d'une manière positive, une approche coopérative est la meilleure solution. Nous avons le choix entre une approche gagnant-perdant, dans laquelle nous considérons l'autre comme un problème, et une approche gagnant-gagnant, où nous résolvons le problème ensemble.

5. Écoutez et apprenez : Les conflits naissent souvent de stéréotypes et d'un manque d'informations. Nous devons en apprendre davantage sur l'autre : poser des questions et écouter jusqu'à

ce que nous comprenions vraiment le point de vue de l'autre. Nous voulons tous être écoutés et compris. Écouter et être écouté, véritablement, peut effectivement transformer un conflit.

6. Découvrez ce qui est important : Nous avons tendance à être en désaccord sur nos positions, c'est-à-dire la manière dont nous voyons les choses ou ce que nous voulons. Mais nous parlons rarement de nos intérêts et de nos besoins, c'est-à-dire les raisons pour lesquelles nos positions sont importantes pour nous. Il est utile d'exprimer honnêtement nos intérêts et nos besoins, et de demander aux autres quels sont les leurs. Il y a souvent des recoupements, ce qui constitue le terrain commun où nous pouvons trouver des solutions.

7. Respectez l'autre : Un conflit peut faire surgir beaucoup d'émotions. Quoi qu'il arrive, nous devons respecter la dignité de tous. Un accord ne peut être durable que si les parties commencent à se faire confiance. Nous devons assumer la responsabilité de notre rôle dans le conflit et nous garder de blâmer l'autre ; cela ne fait que provoquer ressentiment et colère.

8. Trouvez un terrain commun : Trouver un terrain commun ne veut pas dire se contenter du plus petit commun dénominateur, mais au contraire faire émerger le plus grand. Lorsque les gens sont en désaccord, ils se rencontrent souvent à mi-chemin et chacun doit accepter un compromis. Trouver un terrain commun c'est créer un nouveau « plus grand dénominateur commun » ; identifier quelque chose à quoi nous aspirons tous et travailler ensemble à le faire advenir.

9. Soyez créatifs [...] En choisissant de faire face au conflit d'une manière non adversariale, nous créons un lieu où il est possible d'être en désaccord et contribuons à transformer la manière dont le monde fait face aux conflits.

1. Plaquette Search for Common Ground (traduction de l'auteure).

De l'alternative dispute resolution à la pacification par le bas

Roger Fisher, né en 1922, est considéré comme l'un des « pères fondateurs » des techniques d'*alternative dispute resolution*. Il est issu d'une lignée d'avocats (son grand-père est intervenu dans des litiges interétatiques lors de la Première Guerre mondiale), qu'il qualifie socialement comme « *low-middle* », et a lui-même commencé sa carrière dans le droit international. Formé en science politique à Harvard en 1939, il a participé à la mise en place du plan Marshall à Paris (au sein de l'armée des États-Unis), a travaillé de 1949 à 1956 pour le cabinet d'avocats Convington & Burling sur des dossiers de droit des affaires internationales (par exemple un projet de barrage au Pakistan, y inclus ses aspects diplomatiques), et est devenu assistant du « *solicitor general* » du Department of Justice (ce qui l'a amené à plaider devant la Cour suprême) pendant deux ans. C'est en 1959 qu'il est revenu à la faculté de droit de Harvard, jusqu'en 1992, pour y développer au sein d'un *Project on Negotiation*, dit-il, l'intuition suivante (et le constat d'une carence dans la littérature) : « J'ai pris conscience que ce n'était pas en recourant au procès (*adjudication*) que les gens pourraient résoudre leurs problèmes. [...] On considérait comme allant de soi que la négociation relevait de la lutte adversariale, de la dispute. Alors qu'en fait la négociation bien menée, c'est de la compréhension, de l'écoute¹. »

Il a acquis une notoriété internationale avec la copublication en 1981 d'un best-seller (quelque 2 000 000 d'exemplaires en 20 langues) avec Bill Ury et Bruce Patton (*Getting to Yes*, Harmondsworth, Penguin Books, 1991), qui présentait une technique universelle de « *conflict management* » fondée sur l'identification des intérêts communs aux parties adverses, au-delà des positions exprimées dans le conflit, qualifiée de négociation « *win win* ». Cette activité s'est inscrite dans un contexte politique particulier, puisque Roger Fisher est considéré comme l'une des figures de référence de l'aile libérale

du mouvement pour la paix des années 1980.

Parallèlement à une activité personnelle de consultant (notamment pour des litiges interétatiques²), il a créé depuis Harvard une ONG développant des activités de construction de la paix par le bas (beaucoup d'ateliers de formation à la résolution des conflits, par exemple au Rwanda – mais aussi plus ponctuellement une intervention dans des conflits du travail aux États-Unis), Conflict Management Group, ainsi qu'une entreprise de conseil proposant des services de résolution des conflits à des entreprises, CMI Claris.

Peter Woodrow est plus directement un praticien de la médiation, dont les activités sont emblématiques des liens entre les différentes formes de la résolution des conflits. Quaker américain, membre de l'American Friends Service Committee, il a travaillé pour diverses organisations du secteur (CDR Associates, Institute for Multi-Track Diplomacy, The Collaborative for Development Action) mais aussi pour CARE, de nombreuses administrations des États-Unis (le Department of Energy, par exemple) ou la Banque mondiale, principalement comme consultant et formateur en résolution des conflits, formé dès 1974 par l'American Arbitration Association puis à la faculté de droit de Harvard. Il est intervenu à ce titre dans des litiges de toutes sortes, en matière de problèmes environnementaux (pour la US Environmental Protection Agency, par exemple), de politique locale (pour la ville de Bellevue, dans l'État de Washington), de conflits d'entreprise (Ingram Micro), mais aussi de construction de la paix par le bas, par exemple au Rwanda ou en Indonésie.

1. Entretien, Cambridge, 23 février 2007.

2. Roger Fisher et Daniel Shapiro, *Beyond Reason: Using Emotions as You Negotiate*, New York, Penguin Books, 2005.

sociales les plus basses (l'appartenance à l'un des six *estratos* est mieux connue et plus facilement communiquée en Colombie que dans d'autres pays), qui narre ses difficultés à surmonter son sentiment d'infériorité sociale et son hostilité à l'égard de « ceux qui ont de l'argent », ses luttes avec son conjoint, plus vindicatif, jusqu'à accepter de partager une chambre et une salle de bains avec son employeuse à l'occasion d'une « retraite » organisée par le groupe ; jusqu'à mieux, sinon s'accommoder des inégalités sociales, du moins se défaire d'un reproche social, pour accepter que les mieux pourvus en ressources n'en sont pas toujours « responsables »⁴⁴. Ces récits d'une conversion imputée à la force des relations directes avec des personnes vivant en conformité avec les principes moraux édictés dans les années 1930 par Frank Buchman constituent, avec la lecture des journaux intimes écrits par la « voix intérieure », la trame des groupes qui fonctionnent aussi, et indissociablement, comme des groupes thérapeutiques : les larmes, étreintes et embrassades sont recherchées, et toutes les techniques de valorisation de l'individu sont employées.

Cette indifférenciation n'est pas le propre des organisations aux caractéristiques religieuses les plus prononcées. Seeds of Peace, créée par des Juifs laïcs (souvent athées), a recours dans ses camps de vacances à des procédés tout à fait similaires. Les accolades y sont encouragées : « Même si la *romance* est interdite dans le camp, les étreintes (*hugs*) sont encouragées pour confirmer l'amitié⁴⁵. » L'individu est fortement valorisé : en passant par le camp de vacances, les adolescents « apprennent qu'ils comptent⁴⁶ ». Les amitiés nouées dans le camp du Maine, dans le cours des activités ludiques ou des épreuves de coexistence, sont conçues comme le résultat de conversions individuelles en même temps que de trajectoires de guérison individuelle ; de cette manière sont diffusés auprès du public américain des « témoignages émouvants construits comme des histoires d'éveil religieux (*awakenings*) ou de lumières séculières⁴⁷ ». L'image utilisée par John Wallach, depuis associée à l'organisation, du programme de désintoxication l'illustre avec force : « Le poison et le sang répandus en des décennies de violence semblent couler dans leurs larmes. Seeds of Peace est en fait un programme de désintoxication⁴⁸. »

Cette indissociabilité de la construction de la paix (collective), et de la conversion et de la guérison individuelles n'est pas accessoire : elle est au cœur des activités des organisations, et plus largement du domaine

d'activité international décrit ici. On pourrait mettre cette caractéristique aussi bien que l'individualisme radical sur le compte d'un ethos américain largement diffusé, notamment par des pratiques de développement qui l'ont véhiculé au détriment notamment de conceptions plus favorables au rôle de l'État. Mais ces formes ont une force propre qui tient notamment à leur capacité à susciter un large ralliement autour de principes dotés d'une portée d'alternative, ainsi qu'à être assimilée par des logiques sectorielles diverses. Le rôle joué dans leur déploiement par des groupes situés à la charnière des secteurs qui ont constitué le domaine l'explique. Mais la promotion de ces techniques de pacification à l'échelle internationale a abouti à leur mise en application par des groupes plus divers encore (dont des organisations intergouvernementales prises surtout par leurs logiques bureaucratiques). En Colombie, d'autres organisations (politiquement bien distinctes) participent à la « construction de la paix » selon des techniques très similaires : une organisation formée par les jésuites les plus proches de la « théologie de la libération », et spécifiquement ses employés formés en psychologie, organisent des groupes (de personnes impliquées dans l'organisation des communautés locales, de victimes « étreintes », issues de toutes les régions du pays) qui, au gré d'activités ludiques (jeux de rôle, dessins) et de dialogue, apprennent à lier les trois dimensions présentées comme nécessaires à la paix : développement de l'individu, relations interpersonnelles et organisation collective⁴⁹.

Il n'existe pas nécessairement de relations causales directes (de rapports de diffuseur à importateur) entre le déploiement ici et là de ces méthodes très singulières de pacification ; la source à laquelle s'alimentent très directement les psychologues catholiques évoqués est d'ailleurs une source propre (l'apprentissage à l'université de théories psychologiques « critiques »). Mais ces pratiques s'autorisent et se renforcent l'une l'autre, notamment en venant à constituer une alternative identifiée aux modalités classiques, élitaires et politiques, d'établissement de la paix. Elles bénéficient dans le même temps de leur inscription dans un ensemble plus large de pratiques constituant un « air du temps⁵⁰ ».

La mise en œuvre de dispositifs captés dans des espaces nationaux et sociaux différents participe à la constitution d'un domaine d'activité international relativement unifié, alors même qu'il est régi par des logiques d'investissement sectorielles (professionnelles,

44. Cette femme m'avait été présentée avant la réunion, par son employeuse, comme une personne parvenue à « aimer les dames comme nous », en cela exemplaire. Observation, Bogotá, novembre 2007.

45. Leslie Chess Feller, "In search of peace on common ground", *New York Times*, 28 août 1999.

46. J. et M. Wallach, *op. cit.*, p. 112.

47. N. Lazarus, *op. cit.*, p. 18.

48. J. et M. Wallach, *op. cit.*, p. 114.

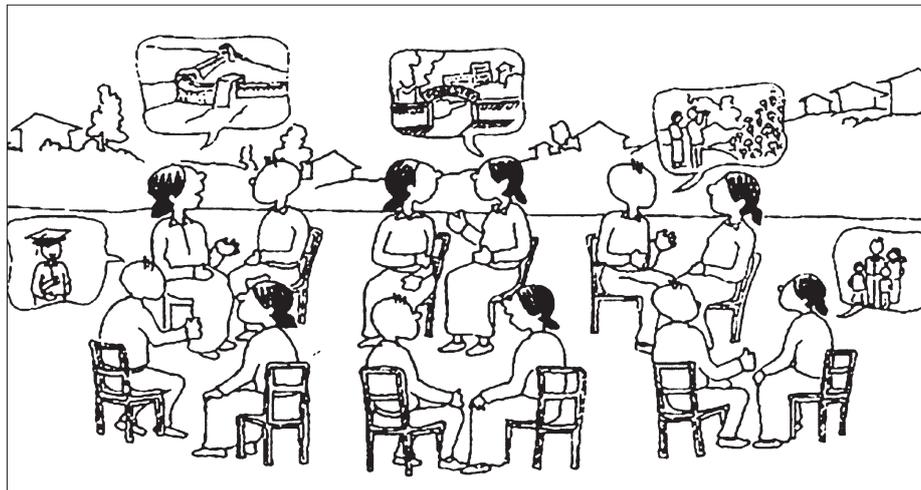
49. Observation d'un atelier de formation et entretien, Bogotá, novembre 2007.

50. Par exemple, le mouvement du Réarmement moral a directement contribué

à l'invention des techniques utilisées par le mouvement des Alcooliques anonymes.

principalement). Quoique étroitement liée à des jeux professionnels propres au secteur judiciaire aux États-Unis, elle promeut des techniques de « sortie » de conflit nettement distinctes des dispositifs judiciaires généralement valorisés, et concourt à la diffusion et au renforcement d'une conception très particulière – mais familière – des causes du passage à l'acte violent : celle-ci valorise une « culture de la paix » (envers d'une « culture de guerre ou de la violence »), qui relègue au second plan les causes structurelles comme les facteurs apparus dans le cours du passage à l'acte violent⁵¹. Cette conception est donc une espèce particulière de l'hypothèse largement répandue que la modification des représentations du grand nombre (ici par la « mise

en contact » et par le travail sur les préjugés ou, dans une version plus répandue, sur les représentations de l'Histoire) peut, sinon suffire à prévenir la violence politique, du moins y contribuer de manière importante. Cette hypothèse peut être réinterrogée, nonobstant son caractère d'évidence cristallisée (du fait notamment de l'action de milieux professionnels, notamment universitaires, directement intéressés) ; les travaux de Zygmunt Bauman et de Christopher Browning⁵² par exemple y invitent, lorsqu'ils soulignent que ni le rapport « cognitif » au passé (modifiable par une éducation civique) ni les valeurs humanistes ne sont une digue suffisante contre le passage à l'acte violent.



LA PACIFICATION PAR LES RELATIONS INTERPERSONNELLES. Tiré d'un manuel de formation des femmes à la résolution des conflits rédigé par une universitaire mennonite, ce dessin d'Asha Kaji Thaku illustre l'importance accordée par les promoteurs de la pacification par le bas aux dialogues, en face à face, entre deux individus.

.....
51. M. Dobry, *op. cit.*, insiste sur le caractère de « norme émergente » de la violence ou de la non-violence, ce qui pèse plus que l'intérêt tactique, et plus encore que les dispositions ou orientations éthiques d'un petit nombre. **52.** Z. Bauman, *op. cit.*, et Christopher R. Browning, *Des Hommes ordinaires : le 101^e Bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994.